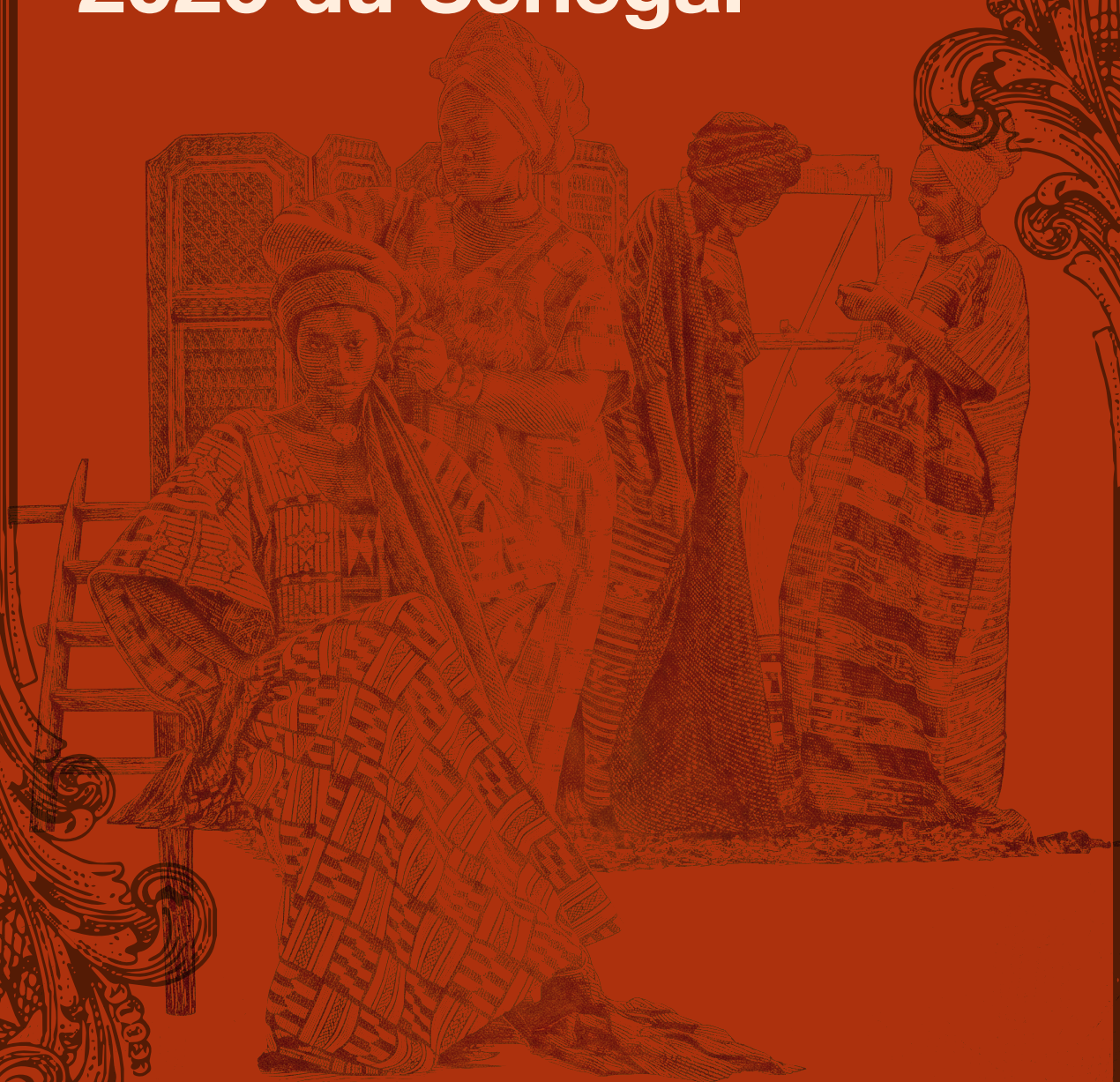


Analyse simplifiée du Budget Genre 2026 du Sénégal





À propos de BudgIT Sénégal

BudgIT Sénégal est une organisation citoyenne engagée à rendre les finances publiques et les données gouvernementales compréhensibles et accessibles aux citoyens, quel que soit leur niveau d'instruction.

Grâce à l'utilisation de technologies créatives, d'analyses simplifiées, de visualisations de données et de contenus adaptés aux citoyens, BudgIT Sénégal œuvre au renforcement de la participation citoyenne, de la transparence budgétaire et de la redevabilité dans la gouvernance.

L'organisation contribue également à réduire le fossé entre les citoyens et les institutions publiques en traduisant les informations budgétaires complexes en analyses accessibles permettant aux citoyens de mieux comprendre, suivre et évaluer les investissements publics ainsi que leur impact sur les communautés.

Directrice du développement international: Abiola Afolabi

Chercheuse: Amineta Baye Laye Diop

Développement créatif: Ayomide Ilesanmi

Date de publication: Juin 2026

Sources:

Ministère des Finances et du Budget

Direction de la Programmation Budgétaire

Document Budgétaire Genre 2026

RGPH-5 (Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie – ANSD)

BudgIT Sénégal

Adresse : CITÉ CPI (Sacree Cœur 3 Lot N° 128/B Dakar)

Contact : (+221) 33 848 46 57 - (+221) 77 610 52 71

Introduction

Le Budget Genre 2026 est mis en œuvre dans un contexte économique particulièrement complexe pour le Sénégal, marqué par un déficit public durablement élevé et une pression croissante sur les ressources de l'État. Toutefois, malgré la mise en œuvre rigoureuse du Plan de Redressement Économique et Social (PRES), le gouvernement réaffirme sa volonté de maintenir ses engagements en faveur de l'inclusion sociale et de la réduction des inégalités de genre.

Les discussions sur le genre dans les politiques publiques sont souvent abordées sous l'angle de la protection sociale ou de l'inclusion. Pourtant, plusieurs études internationales montrent que la réduction des inégalités de genre peut également produire des effets économiques plus larges. Selon une analyse du Fonds Monétaire International (FMI), dans les pays présentant les écarts les plus importants entre les sexes sur le marché du travail, la réduction de ces disparités pourrait accroître la production

économique de près de 35 % en moyenne.

Dans le contexte sénégalais, où les femmes jouent déjà un rôle central dans l'agriculture, le commerce, la transformation, les activités communautaires et les stratégies de résilience des ménages, la question ne porte plus uniquement sur leur participation à l'économie, mais plutôt sur les mesures mises en place pour lever les obstacles qui limitent leur potentiel.

Ce rapport se veut un outil pratique destiné aux citoyens, aux organisations de la société civile, aux journalistes et aux décideurs publics afin de faciliter la compréhension du Budget Genre 2026 et de ses implications concrètes. Plus qu'un simple examen des allocations budgétaires, cette analyse cherche à déterminer si les investissements annoncés sont susceptibles de produire des changements visibles dans la vie des femmes et des communautés, tout en identifiant les défis susceptibles d'en limiter l'impact réel.



Comprendre le budget sensible au genre 2026: Cadre méthodologique et structure d'investissement

Le Budget Genre 2026 repose sur une approche de budgétisation sensible au genre intégrée au système de budgétisation par programme ainsi qu'au cycle « Planification – Programmation – Budgétisation – Suivi – Évaluation » (PPBSE). À travers ce mécanisme, le gouvernement cherche à identifier les investissements publics capables de réduire les inégalités de genre et d'améliorer l'accès des groupes vulnérables aux services publics et aux opportunités économiques.

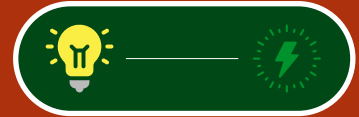
Pour évaluer le niveau d'intégration du genre dans les investissements publics, le gouvernement utilise un système de classification inspiré du marqueur genre de l'OCDE. Les projets classés G-2 ont pour objectif principal le genre et visent directement la réduction des inégalités. Les projets G-1 prennent en compte les questions de genre de manière secondaire ou transversale, tandis que les projets G-0 n'intègrent aucune dimension explicite liée au genre.

Cette distinction est importante car elle permet de différencier les investissements conçus pour traiter directement les inégalités de genre de ceux dans lesquels le genre n'apparaît qu'indirectement. Les données du Budget Genre 2026 montrent que 32,3 % du budget global d'investissement public pour 2026 est identifié comme sensible au genre. Au sein de cette enveloppe, les investissements visant directement à réduire les disparités liées au genre (G-2) ne représentent que 3,9 % du montant total des investissements, tandis que les projets où le genre constitue un objectif important mais

secondaire (G-1) représentent 28,4 %. À l'inverse, la majorité des investissements publics, soit 67,7 % du budget total, reste classée G-0, sans dimension explicite de genre.

Le Document Budgétaire Genre (DBG) 2026 introduit également une distinction importante entre les Autorisations d'Engagement (AE) et les Crédits de Paiement (CP). Les Autorisations d'Engagement correspondent aux montants pouvant être engagés pour un projet, tandis que les Crédits de Paiement représentent les ressources effectivement mobilisées pour les paiements au cours de l'exercice budgétaire. Cette distinction est essentielle dans l'analyse des investissements sensibles au genre, car des écarts importants entre AE et CP peuvent affecter la capacité réelle de mise en œuvre des projets annoncés.

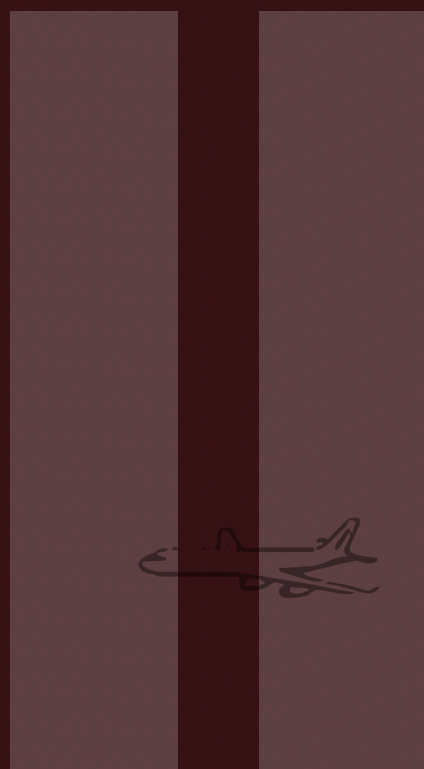
Le cadre institutionnel de la budgétisation sensible au genre continue de se renforcer progressivement. Le décret régissant la gestion des investissements publics intègre désormais des critères liés au genre dans la sélection des projets publics, avec une pondération spécifique accordée à cette dimension. Toutefois, les données budgétaires montrent que cette intégration demeure inégale selon les secteurs et repose largement sur une approche transversale plutôt que sur des investissements explicitement orientés vers la réduction des inégalités. Cette répartition soulève une question importante de redevabilité publique, car elle rend plus difficile pour les citoyens d'identifier les projets véritablement destinés à réduire les inégalités et d'évaluer les résultats obtenus.



Le Budget Genre 2026 repose sur une approche de budgétisation sensible au genre intégrée au système de budgétisation par programme ainsi qu'au cycle « Planification – Programmation – Budgétisation – Suivi – Évaluation » (PPBSE).

Projets classés

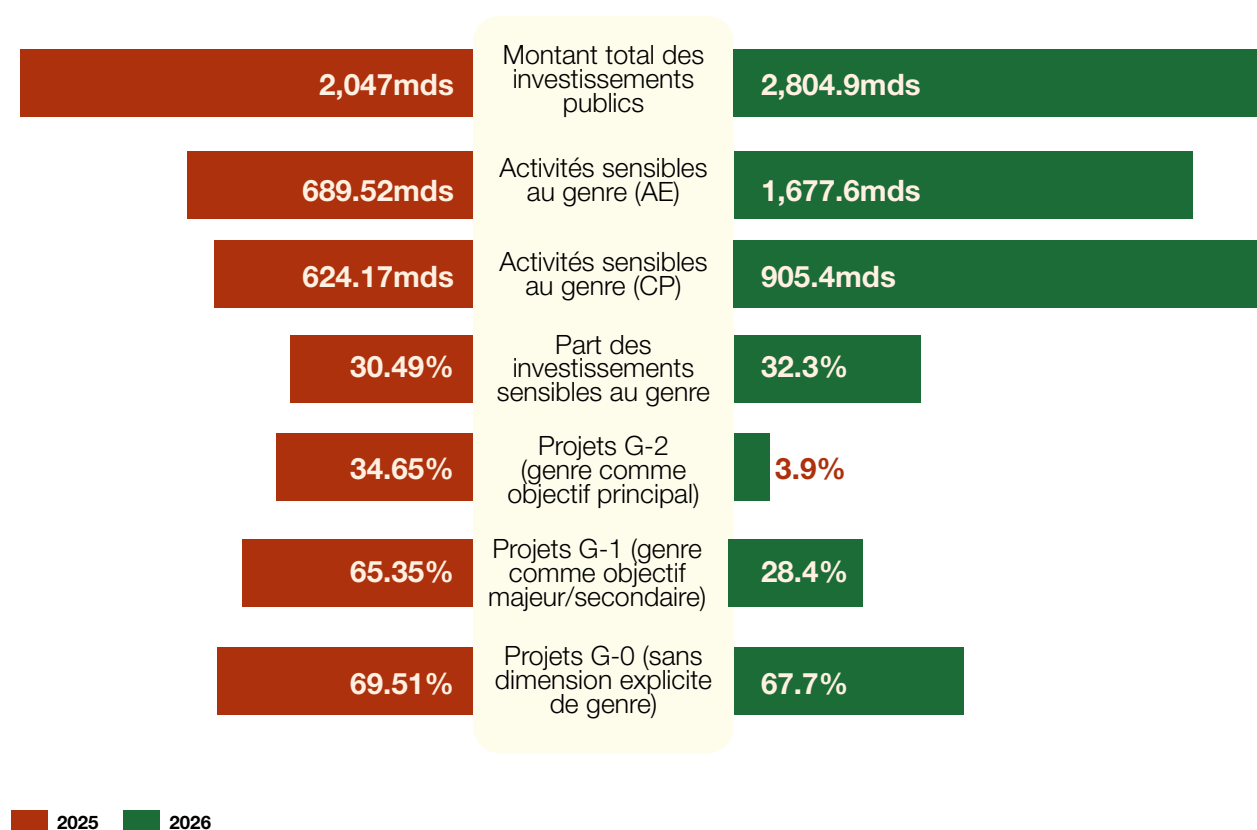
- G-2 ont pour objectif principal le genre et visent directement la réduction des inégalités.
- G-1 prennent en compte les questions de genre de manière secondaire ou transversale
- G-0 n'intègrent aucune dimension explicite liée au genre.



**Évolution du budget
sensible au genre
entre 2025 et 2026:
quelles tendances ?**



Tableau 1 : Comparaison des principales allocations du Budget Genre 2025-2026



Une analyse comparative des budgets 2025 et 2026 montre une augmentation significative des ressources allouées à l'investissement public. Le montant total consacré aux investissements passe de 2 047 milliards FCFA en 2025 à 2 804,9 milliards FCFA en 2026, soit une hausse d'environ 758 milliards FCFA.

Cette augmentation se reflète également dans les investissements intégrant une dimension de genre. Les montants alloués aux activités sensibles au genre passent de 689,52 milliards FCFA en Autorisations d'Engagement (AE)

en 2025 à 1 677,6 milliards FCFA en 2026, tandis que les Crédits de Paiement (CP) augmentent de 624,17 milliards FCFA à 905,4 milliards FCFA. La part des investissements sensibles au genre progresse également, passant de 30,49 % à 32,3 % du budget total d'investissement.

À première vue, cette évolution pourrait être interprétée comme un renforcement significatif de l'engagement public en faveur de l'égalité de genre. Cependant, une analyse plus approfondie révèle que l'augmentation des ressources ne s'accompagne pas

nécessairement d'une hausse correspondante des investissements directement destinés à lutter contre les inégalités structurelles.

En 2025, les investissements ayant le genre comme objectif principal (G-2) représentaient 34,65 % des investissements sensibles au genre. En 2026, cette proportion tombe à 3,9 %, tandis que les projets où le genre constitue un objectif important mais secondaire représentent 28,4 %. Parallèlement, 67,7 % du budget total d'investissement reste classé G-0, sans dimension explicite de genre.



Analyse sectorielle: les investissements sensibles au genre répondent-ils aux besoins les plus persistants ?

Secteur	2025 (AE)	2026 (AE)	Variation	Évolution	Impact attendu sur les citoyens
Agriculture et entrepreneuriat	104.8mds	347.1mds	+242.3mds	+231.2%	Renforcement de la souveraineté alimentaire, développement des chaînes de valeur agricoles, mécanisation et soutien à l'entrepreneuriat
Éducation et formation	59.8mds	222.2mds	+162.4mds	+271.6%	Construction et équipement d'établissements scolaires, renforcement des capacités et amélioration de l'accès à l'éducation
Santé	68.3mds	94.9mds	+26.6mds	+38.9%	Renforcement des infrastructures sanitaires, amélioration de la santé maternelle et infantile et accroissement de l'accès aux soins
Famille et protection sociale	132.6mds	84.1mds	-48.5mds	-36.6%	Protection sociale, autonomisation des femmes et soutien aux ménages vulnérables
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	32.2mds	68.1mds	+35.9mds	+111.4%	Amélioration de l'accès à l'eau potable, infrastructures hydrauliques et assainissement
Pêche et ressources naturelles	10.5mds	0.95mds	-9.55mds	-90.9%	Développement des activités de pêche, soutien aux activités génératrices de revenus et amélioration des chaînes de valeur

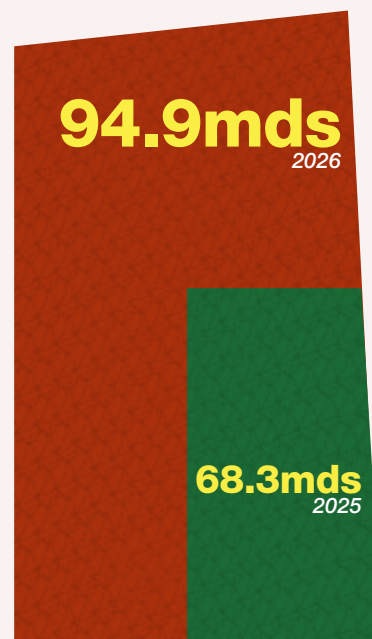
3.1 Santé

Les investissements sensibles au genre dans le secteur de la santé passeront de 68,3 milliards de francs CFA en 2025 à 94,9 milliards de francs CFA en 2026, soit une augmentation d'environ 26,6 milliards de francs CFA. Cette hausse est notamment portée par la reconstruction de l'hôpital Le Dantec, la réhabilitation de l'hôpital régional Ahmad Sakhir Ndiéguène de Thiès et plusieurs projets visant à renforcer le système de santé.

Cette augmentation intervient alors que plusieurs défis sanitaires continuent d'affecter les femmes et les enfants. Le taux de mortalité maternelle reste estimé à près de 153 décès pour 100 000 naissances

vivantes, tandis que la mortalité néonatale se maintient autour de 23 décès pour 1 000 naissances vivantes. Ces chiffres montrent que, malgré les progrès réalisés, l'accès à des soins maternels de qualité demeure un défi majeur.

La hausse des investissements prévus pour 2026 peut contribuer à renforcer les capacités des structures de santé, à améliorer les équipements médicaux et à faciliter l'accès aux soins dans plusieurs localités. Toutefois, la véritable question ne porte pas uniquement sur le volume des ressources mobilisées, mais sur leur capacité à se traduire par des améliorations mesurables des indicateurs de santé.



Investissements sensibles au genre dans le secteur de la santé pour 2025 et 2026

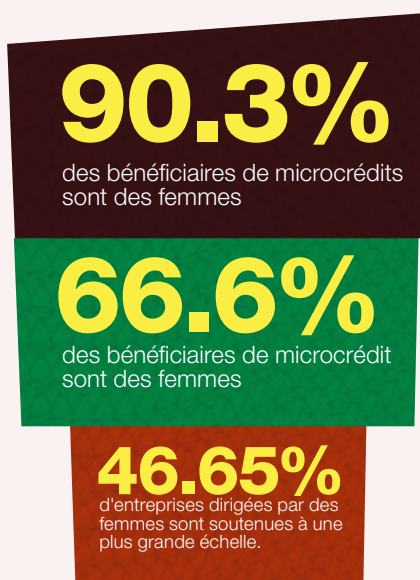
3.2 Agriculture et entrepreneuriat

La hausse des investissements dans l'agriculture et l'entrepreneuriat, passant de 104,8 milliards de francs CFA en 2025 à 347,1 milliards en 2026, témoigne d'une volonté de renforcer les secteurs productifs et l'inclusion économique.

Toutefois, les données de la DER/FJ révèlent une situation contrastée : si les femmes représentent 90,3 % des bénéficiaires de nano-crédits et 66,6 % de ceux de micro-crédits, elles ne constituent que 45,65 % des entreprises soutenues à plus grande échelle. Cette tendance indique que, bien qu'elles accèdent plus facilement aux financements de faible montant, les femmes restent sous-représentées dans les

investissements plus structurants, susceptibles de soutenir la croissance de leurs entreprises.

Pourtant, plusieurs études démontrent que les gains potentiels sont considérables. Selon la FAO, si les femmes disposaient du même accès que les hommes aux ressources productives — telles que les terres, les équipements et les intrants agricoles —, les rendements pourraient augmenter de 20 à 30 %. Au-delà de l'accès au financement, l'enjeu du budget sensible au genre pour 2026 consiste donc à créer les conditions permettant aux femmes de développer des activités plus productives et durables.



3.3 Eau et assainissement

Les investissements sensibles au genre du ministère de l'Eau et de l'Assainissement passeront de 32,2 milliards de francs CFA en 2025 à 68,1 milliards de francs CFA en 2026, soit une augmentation d'environ 35,9 milliards de francs CFA (+111,4 %). Cette hausse est portée notamment par la phase II du Projet d'approvisionnement en eau en milieu rural (35,9 milliards de francs CFA), le programme DREVE (10 milliards de francs CFA) et le Projet d'assainissement de dix villes (8,25 milliards de francs CFA).

Cette tendance s'inscrit dans un contexte où les défis liés à l'eau et à l'assainissement deviennent de plus en plus visibles au Sénégal. Les inondations continuent de toucher plusieurs zones, notamment Keur Massar, Pikine et Guédiawaye, avec des conséquences directes sur les infrastructures, l'assainissement et les activités économiques des ménages. Dans plusieurs zones côtières, l'élévation du niveau de la mer exerce également une pression

accrue sur les communautés.

Ces enjeux revêtent aussi une dimension importante liée au genre. Dans de nombreuses zones rurales, les femmes sont souvent les premières touchées par les difficultés d'accès à l'eau potable. L'amélioration des infrastructures hydrauliques peut ainsi avoir des retombées dépassant le simple cadre sanitaire : réduction du temps consacré à la corvée d'eau, amélioration des conditions de vie et possibilité de consacrer davantage de temps à des activités éducatives ou économiques.

Toutefois, les données révèlent également un écart significatif entre les autorisations d'engagement (68,1 milliards de francs CFA) et les crédits de paiement (34,1 milliards de francs CFA). Cet écart souligne l'importance du suivi de la mise en œuvre des projets afin de garantir que les investissements annoncés se traduisent effectivement par des résultats concrets.

Investissements sensibles au genre réalisés par le ministère de l'Eau et de l'Assainissement



222.2mds

Investissement dans l'éducation et la formation en 2026



59.8mds

Investissement dans l'éducation et la formation en 2025

3.4 Éducation et formation

Les investissements dans l'éducation et la formation passeront de 59,8 milliards de francs CFA en 2025 à 222,2 milliards de francs CFA en 2026, soit une augmentation d'environ 162,4 milliards de francs CFA.

Plusieurs projets sous-tendent cette hausse en renforçant les infrastructures éducatives et la formation professionnelle. Ces investissements revêtent une importance particulière dans certaines zones où persistent des défis en matière d'éducation.

Les données du RGPH-5 révèlent notamment que des régions comme Tambacounda (30,7 %) et Sédhiou (31,2 %) affichent toujours des niveaux d'éducation et d'alphabétisation relativement faibles.

Ces investissements peuvent donc contribuer à améliorer les conditions d'apprentissage et à élargir l'accès aux opportunités éducatives, à condition toutefois que leur mise en œuvre soit guidée par la rigueur nécessaire.

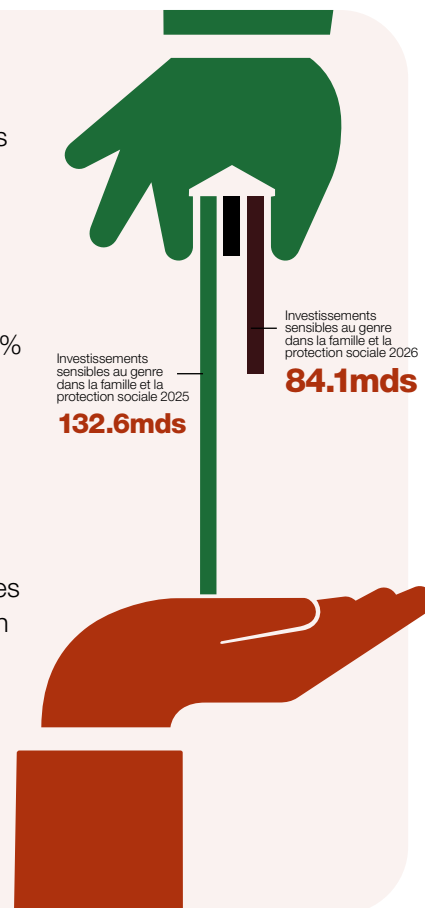
3.5 Famille et protection sociale

Les investissements sensibles au genre dans les domaines de la famille et de la protection sociale sont passés de 132,6 milliards de francs CFA en 2025 à 84,1 milliards de francs CFA en 2026, soit une réduction d'environ 48,5 milliards de francs CFA correspondant à une baisse de 36,6 %. Malgré cette diminution, le budget 2026 sensible au genre continue de financer plusieurs programmes clés, notamment le Programme national de bourses de sécurité familiale (PNBSF), le projet SWEDD Sénégal et le Projet d'appui à la protection sociale adaptative (PAPSA).

Cette évolution s'inscrit dans un contexte budgétaire marqué par des contraintes importantes. Le budget 2026 affiche un déficit estimé à 1

245,1 milliards de francs CFA, tandis que la dette publique est évaluée à 130 % du PIB. Parallèlement, le gouvernement met davantage l'accent sur la mobilisation des ressources intérieures, qui représentent désormais plus de 92 % des recettes du budget général, grâce notamment à une augmentation significative des recettes fiscales.

Dans ce contexte, les arbitrages budgétaires deviennent cruciaux. Les ressources semblent être de plus en plus orientées vers des secteurs considérés comme moteurs de la croissance économique et ayant un impact direct sur l'activité économique — notamment l'agriculture, les infrastructures, l'éducation et la formation



3.6 Pêche et ressources naturelles

Le secteur de la pêche est l'un des piliers économiques du Sénégal. Il contribue de manière significative à l'économie nationale et constitue une source vitale de revenus et d'emplois pour plusieurs centaines de milliers de personnes, à travers la pêche, la transformation, la conservation et la commercialisation des produits halieutiques. Les femmes jouent également un rôle majeur à plusieurs étapes de cette chaîne de valeur, notamment dans les activités de transformation artisanale et de commercialisation.

Toutefois, une analyse des allocations budgétaires sensibles au genre révèle une baisse importante des investissements dans ce secteur. Les ressources allouées devraient passer d'environ 10,5 milliards de francs CFA en 2025 à près de 950 millions de francs CFA en 2026, soit une diminution de quelque 9,55 milliards de francs CFA, ou près de 91 %. Cette tendance apparaît

particulièrement marquante dans un contexte où le document gouvernemental lui-même souligne les conséquences potentielles des activités liées aux hydrocarbures pour les femmes impliquées dans les chaînes de valeur de la pêche à Guet Ndar. Les évolutions économiques ou environnementales affectant les ressources halieutiques peuvent avoir des répercussions directes sur les revenus des ménages et sur les activités dont dépendent de nombreuses femmes.

Cette situation soulève une question importante : alors que la pêche demeure un secteur stratégique pour l'économie nationale et les moyens de subsistance de nombreuses communautés, la baisse des investissements sensibles au genre pourrait-elle limiter la capacité des politiques publiques à soutenir les populations les plus vulnérables face aux transformations actuelles du secteur ?





**Pourquoi les femmes
devraient-elles suivre
le budget sensible au
genre de 2026 ?**



Pourquoi cette initiative est-elle importante en 2026?

Au-delà des chiffres et des montants inscrits dans les documents budgétaires, le Budget Genre 2026 représente une opportunité de transformer les investissements publics en améliorations concrètes dans la vie des femmes sénégalaises. Cependant, entre les annonces, les engagements financiers et les réalisations effectives sur le terrain, plusieurs contraintes peuvent limiter l'impact attendu de ces investissements.

Les investissements sensibles au genre ne produisent pas automatiquement des résultats

Des ressources peuvent être inscrites dans le budget sans pour autant entraîner des changements visibles pour les populations ciblées. Les retards dans l'exécution des projets, les difficultés de mise en œuvre ou les limites dans le ciblage des bénéficiaires peuvent réduire l'impact réel des investissements annoncés.

Les femmes ont une meilleure connaissance de certaines réalités locales

L'accès à l'eau, aux soins de santé, aux marchés, aux terres agricoles ou aux activités économiques influence directement le quotidien de nombreuses femmes. Cette proximité avec les réalités locales leur confère une capacité importante à identifier les besoins prioritaires et à évaluer si les projets annoncés répondent effectivement aux besoins des communautés.

Les expériences au Sénégal montrent que lorsque les femmes sont soutenues, les effets dépassent souvent les bénéficiaires directs

En Casamance : renforcer les capacités des femmes rurales pour accroître leur autonomie économique

Le mouvement « Nous Sommes la Solution » (NSS), dirigé par Mariama Sonko à Ziguinchor, a dispensé des formations en agroécologie, en droits fonciers et en techniques agricoles durables à des femmes rurales. Ce mouvement rassemble aujourd'hui plus de 115 000 femmes rurales en Afrique de l'Ouest, dont un grand nombre au Sénégal. Des centaines de femmes ont été formées à des activités telles que l'agroforesterie, le maraîchage et la gestion des semences. Cette démarche a également contribué à renforcer le plaidoyer pour l'accès des femmes à la terre, l'un des obstacles majeurs auxquels elles continuent de faire face.

À Popenguine : les investissements locaux sont devenus un moteur économique communautaire

Par l'intermédiaire du Collectif des groupements de femmes pour la protection de la nature (COPRONAT), plus de 1 500 femmes réparties dans huit villages ont mis en place des mécanismes de crédit rotatif et des activités génératrices de revenus liées à la protection de l'environnement. Cette initiative a soutenu des activités économiques alternatives telles que l'écotourisme, les pépinières et certaines productions agricoles locales, tout en contribuant à la restauration d'environ 100 km² d'écosystèmes naturels.

À Saint-Louis : renforcer la chaîne de valeur des produits halieutiques

Dans plusieurs communautés de pêcheurs, un meilleur accès aux équipements de transformation et aux marchés a permis aux femmes de mieux valoriser les produits de la pêche et de réduire certaines pertes après récolte.

Comment les femmes peuvent-elles s'impliquer ?

Les femmes au Sénégal n'ont pas besoin de mécanismes de mobilisation créés à leur intention ; elles disposent déjà de réseaux sociaux et communautaires particulièrement solides. Des initiatives telles que les *Badiénou Gokh*, les groupes d'autonomisation des femmes, les associations communautaires et les réseaux féminins démontrent depuis plusieurs années une forte capacité d'organisation, de mobilisation et de sensibilisation à l'échelle locale.

S'informer

Identifier les projets et programmes prévus dans leurs localités et comprendre les opportunités disponibles.

Suivre

Suivre l'avancement des projets annoncés dans leurs communautés et vérifier leur état d'exécution.

Signaler

Documenter tout retard, difficulté ou écart observé lors de la mise en œuvre.

Mobiliser

S'appuyer sur les réseaux existants, les associations de femmes, les Badiénou Gokh, les organisations communautaires ou les groupes de jeunes femmes afin de renforcer la participation citoyenne et les consultations locales.

